

BDS: comment un mouvement non-violent a transformé le débat israélo-palestinien

04.10.2018

Categories: Apartheid et colonialisme, Attaques contre BDS, BDS-Arguments, Droit international

Le mouvement pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël – connu sous le nom de BDS – semble rendre le monde un peu fou. Depuis sa fondation il y a 13 ans, il s'est fait presque autant d'ennemis que les Israéliens ajoutés aux Palestiniens. Il a entravé les efforts des États arabes pour revenir complètement sur le boycottage qu'ils pratiquent depuis des décennies et s'engager dans une coopération de plus en plus ouverte avec [Israël](#). Il a fait honte au gouvernement de l'Autorité palestinienne à Ramallah en dénonçant sa collaboration dans les domaines de l'économie et de la sécurité avec l'armée d'Israël et son administration militaire. Il a dérangé l'Organisation de libération de la Palestine en empiétant sur sa position de défenseur et de représentant internationalement reconnu des Palestiniens du monde entier.

Il a mis en rage le gouvernement israélien en le plaçant en position de pestiféré auprès des libéraux et des progressistes. Il a exaspéré les vestiges du camp de la paix israélien en détournant les Palestiniens de la lutte contre l'occupation pour les inciter à la lutte anti-apartheid. Il a suscité une telle contre-campagne anti-démocratique de la part du gouvernement israélien qu'il a poussé les libéraux israéliens à craindre pour l'avenir de son pays. Et il a valu de graves maux de tête aux gouvernements bailleurs de fonds des Palestiniens en Europe, auprès de qui Israël fait pression afin qu'ils ne s'associent pas à des organismes des [territoires palestiniens](#) soutenant le BDS, demande impossible à satisfaire étant donné que presque tous les groupes importants de la société civile à Gaza et en Cisjordanie soutiennent le mouvement.

À une époque qui met en avant la responsabilité sociale des entreprises, le BDS a fait une publicité négative à de grandes entreprises liées à l'occupation israélienne ([Airbnb](#), [Re/Max](#), [HP](#)) et a contribué à faire partir de Cisjordanie d'autres sociétés importantes. Il a perturbé des festivals de cinéma, des concerts, des expositions partout dans le monde. Il a agacé des organismes universitaires ou sportifs en leur imposant un choix politique, exigeant qu'ils prennent position sur ce conflit particulièrement clivant. Il a fâché des acteurs et artistes palestiniens qui collaborent avec des institutions israéliennes, en les accusant d'assurer une couverture palestinienne aux violations des droits humains commises par Israël.

Au Royaume-Uni, BDS a provoqué des remous dans les instances judiciaires et les collectivités locales, les impliquant dans des litiges sur le caractère légal des boycotts locaux de marchandises produites dans les colonies. Aux États-Unis, BDS a conduit une bonne vingtaine d'États à adopter des lois ou à prendre des décrets pénalisant ou criminalisant celles et ceux qui boycottent Israël ou ses colonies, et le résultat est de mettre aux prises partisans d'Israël et défenseurs de la liberté d'expression, notamment l'American Civil Liberties Union. Des débats se sont déclenchés au sein d'églises protestantes des États-Unis, et certaines grandes églises se sont dessaisies de leurs investissements dans des sociétés qui profitent de l'occupation israélienne. Le BDS est devenu un souci lancinant pour les administrateurs universitaires, forcés d'arbitrer

entre les professeurs et étudiants qui soutiennent le BDS et se plaignent que leur liberté de parole ait été réprimée, et les enseignants, donateurs et étudiants sionistes qui affirment que leur campus n'est plus un espace « sûr ». Il a agi sur les libéraux dans le sens d'un soutien plus fort aux Palestiniens, faisant d'Israël un enjeu de plus en plus partisan aux États-Unis, moins lié aux Démocrates et aux progressistes qu'à Trump, aux évangéliques et à l'extrême-droite.

Dans la diaspora juive, le BDS a créé de nouveaux schismes au centre-gauche, pris en étau d'un côté par le gouvernement israélien de droite et favorable aux colonies et, de l'autre, la gauche non sioniste. Il a incité les sionistes libéraux à se demander pourquoi ils acceptent parfois le boycott des produits des colonies mais pas le boycott de l'État qui crée celles-ci et les soutient. Il a forcé les soutiens d'Israël les plus critiques à justifier leur opposition à des formes non violentes de pression sur Israël, sachant que l'absence de véritable pression n'a en rien permis de mettre fin à l'occupation ou à l'extension des colonies. À cause du BDS, les sionistes libéraux ont été forcés de défendre leur soutien non pas à un idéal abstrait, à leur espoir de ce qu'Israël pourrait devenir un jour, mais aux pratiques réelles et de longue date de l'État, à savoir l'expropriation de terres palestiniennes au profit de colonies juives ; la détention de centaines de Palestiniens sans inculpation ni jugement ; la punition collective infligée à deux millions de Gazaouis qui subissent le blocus depuis plus d'une décennie ; et l'inégalité institutionnalisée entre les citoyens juifs et palestiniens d'Israël. Le BDS a privé les partisans libéraux d'Israël de la justification selon laquelle les pratiques non démocratiques de l'État seraient à imputer à une occupation aberrante ou à des gouvernements de droite.

Le point le plus important est peut-être que le BDS a ébranlé le consensus de la communauté internationale relatif aux deux États. Ce faisant il a perturbé tout l'édifice professionnel des organisations sans but lucratif, des missions diplomatiques et des groupes d'experts, lequel s'appuie sur le processus de paix au Moyen-Orient, en réfutant leur présupposé principal – il suffirait, pour résoudre le conflit, de mettre fin à l'occupation par Israël de Gaza, de Jérusalem-Est et du reste de la Cisjordanie, sans tenir compte des droits des citoyens palestiniens d'Israël et des réfugiés.

Pour de nombreux Juifs de la diaspora, le BDS est devenu un symbole du mal et une source d'effroi, une force néfaste qui transforme le débat israélo-palestinien, d'une négociation sur la fin de l'occupation et le partage du territoire, en litige sur les racines anciennes et profondes du conflit : le déplacement originel de la plupart des Palestiniens et, sur les ruines de leurs villages conquis, l'instauration d'un État juif. L'apparition du mouvement BDS a fait ressurgir des questions anciennes sur la légitimité du sionisme, comment justifier le traitement privilégié des droits des Juifs au regard de ceux des non-Juifs, et pourquoi les réfugiés peuvent rentrer chez eux dans le cas d'autres conflits mais pas de celui-ci. Par-dessus tout, il a mis en lumière un problème gênant qui ne peut pas être négligé indéfiniment : Israël, même s'il devait cesser l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, peut-il être à la fois une démocratie et un État juif ?

Dans la vieille ville de Bethléem, dans une ruelle bordée d'arcades près du souk et de la place de la Crèche, se dresse un bâtiment ancien en pierre calcaire où se trouve aujourd'hui le siège du Holy Land Trust, organisation palestinienne qui se consacre à la résistance non violente au pouvoir israélien. Sami Awad, le fondateur de cette association sans but lucratif, a un bureau au dernier étage ; les étagères sont garnies de livres dont les auteurs sont de grands théoriciens et praticiens de la protestation et de la désobéissance civile : Gene Sharp, le Mahatma Gandhi, Nelson Mandela et Martin Luther King Jr, qui occupent tous une place importante dans son enseignement, ses écrits et même sa conversation familière.

Sami Awad rencontre souvent des délégations de Juifs israéliens et américains ; à la différence de nombreux militants palestiniens, il aborde sans inhibition la question du lien des Juifs avec ce pays : « Je peux le nier jusqu'à la fin des temps. Mais ce lien est très profond et très affectif ». En même temps, il parle avec franchise de l'occupation et du racisme, et il affirme qu'Israël n'accordera la liberté aux Palestiniens que sous la contrainte. « Aucun groupe d'opresseurs ne décide spontanément d'adopter une attitude correcte et de changer de comportement », m'a-t-il dit. « Il faut qu'il se passe quelque chose :

militantisme, résistance, boycott. »

Les Juifs et les Arabes se boycottent mutuellement depuis les premiers jours du sionisme. Dans les décennies qui ont précédé la fondation d'Israël, le courant dominant du mouvement sioniste a fait campagne pour le boycott des travailleurs arabes, le refus des produits arabes, l'exclusion des Arabes des zones d'habitation réservées aux Juifs et l'interdiction aux Arabes d'acheter des terres appartenant à des Juifs. Le cinquième congrès des Arabes de Palestine a lancé un appel au boycott des marchandises juives en 1922. Après qu'Israël a occupé la Cisjordanie et Gaza en 1967, les avocats palestiniens ont boycotté les tribunaux israéliens et les enseignants se sont mis en grève avec le slogan « Pas d'éducation sous l'occupation ». Israël a riposté à ces actions de désobéissance civile, et à quelques autres, en procédant à des arrestations, en imposant des amendes, en restreignant les déplacements, en fermant les commerces, en instaurant le couvre-feu et en [expulsant](#) des enseignants, des avocats, des maires et des présidents d'université.

L'oncle de Sami, Mubarak Awad, était un pionnier de la résistance non violente palestinienne dans les années 1980 : Mubarak encourageait les Palestiniens à renvoyer les factures écrites uniquement en hébreu, à refuser les citations à comparaître et à faire flotter le drapeau palestinien, un motif d'arrestation. Inspiré par Gandhi et son boycott des textiles britanniques, il préconisait le remplacement des produits israéliens par des produits palestiniens.

Mais ce n'est pas avant la première intifada, le soulèvement populaire contre l'occupation qui débuta en 1987, que le programme soutenu par Mubarak Awad et bien d'autres a la possibilité de s'exprimer pleinement. Les tactiques qu'il a défendues dans de petites salles de classe et des revues universitaires sont alors largement mises en application par un mouvement populaire appuyé par les grands partis politiques : les consommateurs boycottent les marchandises et services israéliens, les travailleurs employés par des firmes israéliennes cessent le travail, les commerces ferment leur porte à l'unisson, les clients retirent leurs fonds des banques israéliennes, les habitants refusent de payer les taxes et la plupart des percepteurs et des policiers palestiniens démissionnent. La Banque d'Israël annonce que le boycott palestinien a coûté 650 millions de dollars US (soit, aujourd'hui, 1,4 milliards de dollars US) au cours de la seule première année du soulèvement. Mubarak Awad est inculpé pour avoir « fomenté une rébellion contre l'État » ; à l'instar de dizaines d'autres personnes, Israël l'expulse pendant la première année de l'intifada.

Les parents de Sami Awad l'ont envoyé au Kansas pour qu'il y poursuive ses études. Quand il revient à Bethléem en 1996, la ville a été transformée par le processus de paix d'Oslo. Des dizaines de milliers de responsables et de combattants de l'OLP ont quitté leur exil dans différents pays arabes pour rejoindre la Cisjordanie et Gaza, et occupent maintenant des postes de fonctionnaires dans l'administration palestinienne nouvellement mise en place. La culture de résistance a laissé place à celle de la coexistence. Une industrie de la paix prospère, à mesure que les fonds étrangers affluent pour financer les groupes de dialogue, les ONG et les initiatives « de peuple à peuple ». Sami Awad, comme la plupart des Palestiniens, pense avec optimisme que la paix est à l'horizon.

En l'espace de deux ans, son optimisme s'affaiblit. L'administration palestinienne émergente, mise en place à la suite de l'accord d'Oslo de 1993, ne ressemble guère à une démocratie en plein essor destinée à construire un pays indépendant en Cisjordanie et à Gaza mais plutôt à l'embryon d'un État policier. Il entend sans cesse des discours sur la paix et la coexistence mais, sur le terrain, il voit croître la ségrégation et les restrictions à sa propre liberté. Les zones autonomes palestiniennes en Cisjordanie sont de petites îles sans lien entre elles, au nombre de 165, entourées d'un océan de territoires contrôlés par Israël. Au sein de cet océan – 60 % de la Cisjordanie, échappant à l'autorité du gouvernement palestinien – Israël confisque des terres pour les coloniser, démolit des bâtiments palestiniens et accorde des avantages financiers pour encourager la population de colons à croître. Si Oslo est la voie à suivre en vue d'une solution à deux États, Sami Awad commence à se demander s'il a vraiment envie de parvenir à cette destination.

En septembre 2000, lorsque se déclenche la deuxième intifada, marquée par des attentats suicides palestiniens et des invasions et attaques de missiles israéliennes, les activités de groupes comme Holy Land Trust, axées sur le dialogue et la construction de la paix, s'interrompent. Sami Awad se centre sur la résistance non violente, qui, à l'époque, n'est ni populaire ni simple. C'est la période la plus sanglante des affrontements israélo-palestiniens depuis la guerre de 1948. Plus de 3000 Palestiniens et de 1000 Israéliens sont tués. La militarisation de l'intifada a rendu dangereuse toute opposition à Israël, même pacifique.

Pourtant Sami Awad et d'autres militants parviennent alors à dégager un petit espace pour la résistance non violente. Il manifeste contre la confiscation des terres en Cisjordanie et, après 2002, contre la construction de ce que les Israéliens dénomment la barrière de sécurité, alors que les Palestiniens en sont venus à le désigner sous le nom de mur de l'apartheid. La barrière – où alternent des dalles de béton de huit mètres de haut, des palissades et du fil barbelé – traverse la Cisjordanie et Jérusalem, séparant les Palestiniens les uns des autres et les paysans de leur terre. De facto, la barrière annexe à Israël presque 10 % de la Cisjordanie. Dans Jérusalem-Est occupé, environ un tiers des résidents palestiniens sont confinés par ce mur qui les coupe de leur école, de leur hôpital, de leur lieu de travail. À 4 ou 5 heures du matin, on voit des foules denses d'habitants de Jérusalem ou de la Cisjordanie, massés comme du bétail, avancer petit à petit dans les cages des checkpoints pour passer de l'autre côté du mur.

À mesure que la violence de la deuxième intifada s'accroît, une campagne de solidarité internationale avec les Palestiniens se développe. Au cours des premiers mois du soulèvement, des étudiants de l'Université de Californie à Berkeley installent de faux checkpoints et brandissent des banderoles appelant à « Désinvestir de l'apartheid israélien ». En 2002, le corps enseignant de Harvard signe une pétition favorable au désinvestissement. À Durban, en Afrique du Sud, parallèlement à une conférence mondiale contre le racisme parrainée par l'ONU et conflictuelle, les représentants de quelque 3000 ONG appellent la communauté internationale à « imposer une politique d'isolement complet et total d'Israël en tant qu'État d'apartheid ». Les campagnes de boycott et de désinvestissement s'étendent dans les campus des États-Unis, du Royaume-Uni et de divers pays d'Europe, obtenant le soutien de plusieurs universitaires israéliens et d'un grand nombre de Palestiniens.

En Cisjordanie et à Gaza, des militants internationaux et israéliens affluent pour proposer leur soutien. Leur présence incite l'armée israélienne à agir de manière plus prudente, ce qui procure une certaine protection aux manifestants palestiniens. Sami Awad s'associe toujours à des Israéliens, mais il affirme maintenant que les bases de la coopération ne doivent pas être la coexistence mais la co-résistance, les Palestiniens assurant la direction du mouvement. Il reçoit des gaz lacrymogènes, se fait frapper et placer en détention en compagnie de membres de groupes d'action directe comme l'International Solidarity Movement, les Christian Peacemaker Teams et les Anarchists Against the Wall (Anarchistes contre le mur), dont les chefs de file sont israéliens.

Après avoir passé une semaine ou davantage parmi des villageois palestiniens, les militants étrangers repartent dans leur université, leur groupe paroissial ou leur syndicat, où ils expliquent qu'il existe un mouvement peu connu de résistance palestinienne non violente et qu'il est possible de le soutenir par le désinvestissement et le boycott. Le premier désinvestissement d'un établissement d'enseignement supérieur américain, Hampshire College – qui est aussi le premier établissement américain à avoir retiré ses investissements d'Afrique du Sud – est impulsé par un étudiant israélien appelé Matan Cohen, blessé à l'œil à l'âge de 17 ans par un tir de l'armée israélienne lors d'une manifestation contre la barrière de séparation. Le militantisme non violent de la deuxième intifada préfigure la campagne de boycott qui va s'étendre au monde entier.

Le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions est fondé le 9 juillet 2005 avec une déclaration de principes connue sous le nom d'Appel au BDS. C'est en quelque sorte un dernier recours. La défaite militaire de la deuxième intifada a broyé les Palestiniens. Yasser Arafat, symbole du mouvement national palestinien, est mort. Son successeur récemment mis en place, Mahmoud Abbas, incarne le processus de

paix d'Oslo plus que tout autre Palestinien. Bien que la politique impulsée par Abbas semble déboucher sur un répit dans la violence, elle promet également un retour à une stratégie de diplomatie et de coopération qui n'a pas fait grand-chose pour mettre fin à l'occupation. Si une pression doit s'exercer sur Israël afin qu'il accorde la liberté aux Palestiniens, elle va devoir venir de la base et du dehors.

L'appel au BDS est lancé lors du premier anniversaire d'un avis consultatif historique de la Cour internationale de Justice. La Cour déclare le 9 juillet 2004 que la construction du mur de séparation par Israël est contraire au droit international, qu'Israël est tenu de le démanteler « immédiatement », qu'il est dans l'obligation de réparer tous les dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, et que tous les États parties à la quatrième convention de Genève – ce qui veut dire pratiquement tous les États du monde – ont l'obligation, de faire respecter par Israël le droit international humanitaire. Mais Israël ne tient aucun compte de cet avis, et ni l'OLP ni la communauté internationale ne s'efforcent sérieusement de veiller à l'application des conclusions de la Cour. « Si la communauté internationale avait mené une action pour faire en sorte que la décision de la CIJ soit appliquée », m'a dit Ingrid Jaradat, membre fondateur de la campagne du BDS, « il n'y aurait pas eu d'appel au BDS. »

Plus de 170 organisations palestiniennes des territoires occupés, d'Israël et de la diaspora souscrivent à l'appel au BDS. Elles se situent sur l'ensemble de l'échiquier politique – de la gauche aux islamistes, des partisans de la solution à deux États à ceux qui favorisent l'État unique. Elles comportent les Forces nationales et islamiques en Palestine – l'instance de coordination dont relèvent tous les partis politiques importants – ainsi que les grands syndicats, les comités des camps de réfugiés, les associations de prisonniers, les centres artistiques et culturels et les groupes de résistance non violente, parmi lesquels le Holy Land Trust de Sami Awad. Vingt-neuf de ces entités forment aujourd'hui le Comité national du BDS (BDS National Committee, BNC), un conseil de direction.

L'innovation principale de l'appel au BDS ne réside pas dans les tactiques qu'il préconise : les campagnes de boycott et de désinvestissement sont déjà très présentes en 2005, et même les sanctions et embargos sur les armes ont été proposés antérieurement, y compris par l'Assemblée générale de l'ONU. Ce que le BDS a de nouveau, c'est qu'il reprend des campagnes disparates visant à faire pression sur Israël et qu'il les unit autour de trois exigences claires, dont chacune correspond à une des grandes composantes du peuple palestinien. Premièrement, la liberté pour les résidents des territoires occupés; deuxièmement, l'égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël; troisièmement, la justice pour les réfugiés palestiniens de la diaspora – le groupe le plus nombreux – y compris le droit au retour dans leur foyer.

L'appel au BDS est un défi pour Israël, mais aussi pour les dirigeants palestiniens. Il représente une reformulation conceptuelle du combat national, plus proche des positions originelles de l'OLP – avant que la défaite militaire, la pression internationale et le pragmatisme politique ne la forcent à abandonner l'objectif d'un État démocratique unique, pour consentir à la place à un compromis à deux États. Les puissances mondiales ont présenté la solution à deux États comme un cadeau aux Palestiniens. Mais aux yeux des Palestiniens, c'est évidemment un cadeau pour Israël, car ils voient que le peuple indigène doit renoncer à 78 % de ses terres. Les Arabes constituaient plus de 90 % de la population aux premiers jours du sionisme, à la fin du 19^e siècle, et plus des deux tiers en 1948, avant la guerre d'indépendance d'Israël. Cette année-là, 80 % des habitants palestiniens du territoire qui allait devenir Israël ont été forcés de le quitter ; ils ont ensuite été empêchés de revenir dans leurs foyers. L'OLP est fondée environ 16 ans après, en 1964, avant qu'il existe une occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza. C'est la libération de la patrie toute entière et le retour de ses habitants originels qui constitue l'objectif central de la cause palestinienne.

Cependant, lors de la première intifada et de l'accord d'Oslo de 1993 qui met fin à ce soulèvement, de nombreux Palestiniens sont prêts à accepter la formule à deux États, non qu'elle leur paraisse équitable, mais parce que c'est ce qu'ils peuvent espérer de mieux à ce moment-là. Mais à mesure que les détails des différentes propositions de paix se font jour, on commence à sentir que cet accord a quelque chose de

pourri. Les Palestiniens vont devoir renoncer à 78 % de leur pays d'origine, mais aussi aux terres occupées par d'importantes colonies israéliennes à l'intérieur des territoires occupés. Ils auront à renoncer à toute souveraineté dans de grandes parties de Jérusalem-Est occupée, leur future capitale, et de la Vieille Ville entièrement intégrée à ce secteur. Ils devront accepter qu'aucun traité de paix ne puisse autoriser le retour chez eux de la plupart des réfugiés, [contrairement aux dispositions de la plupart des autres accords de paix](#) signés depuis que les Israéliens et les Palestiniens ont négocié un projet d'accord final en 1995. Ils vont devoir renoncer à toute revendication à l'égard d'Israël – et notamment à toute exigence de droits égaux pour les citoyens palestiniens de cet État, qui constituent alors plus d'un cinquième de sa population. En échange ils obtiendront un État de Cisjordanie-Gaza que les Premiers ministres israéliens, de Yitzhak Rabin à Benjamin Netanyahu, décrivent comme un « État diminué » ou « une entité qui est moins qu'un État ».

Au cours des négociations avec Israël, l'OLP accepte toutes ces concessions, alors même que pour la plupart, voire dans leur ensemble, elles ne sont pas conformes au droit international. Lorsque ces compromis eux-mêmes s'avèrent insuffisants pour obtenir qu'il soit mis fin à l'occupation, un nombre croissant de Palestiniens commence à se détourner de la notion de deux États. Ce n'est pas seulement que le compromis originel sur les deux États s'est dégradé au point d'être méconnaissable. En réalité, même la version miniaturisée donne maintenant l'impression d'un mirage.

Lorsqu'est lancé l'appel au BDS, l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza dure depuis un peu moins de quatre décennies, et rien n'indique qu'elle pourrait cesser. Le nombre de colons a presque doublé depuis Oslo, atteignant [presque un demi-million](#) en 2005. Ils sont nombreux à vivre non pas dans des caravanes parquées au sommet des collines, mais dans des villes équipées de centres commerciaux, de jardins publics, de piscines et de voies autoroutières qui les relient sans discontinuité à Israël. L'idée d'évacuer ne serait-ce qu'un tiers de cette population qui ne cesse de croître semble de moins en moins plausible. Les États-Unis et les autres puissances se contentent de faibles réprimandes. Tous promettent aux Palestiniens que la situation prendra bientôt fin avec la fondation d'un État indépendant.

Au fil du temps, la solution à deux États devient un slogan vidé de son sens. Moins il semble plausible, plus il est lancé avec force. Mais tant qu'il reste imaginable, les grandes puissances mondiales refusent d'exiger qu'Israël accorde aux Palestiniens la citoyenneté et l'égalité des droits. Le concept de deux États cesse ainsi d'être une solution possible à l'occupation israélienne pour devenir le prétexte principal permettant de priver les Palestiniens d'égalité. C'est aussi l'argument n° 1 pour maintenir en exil la majorité des Palestiniens : afin d'assurer le maintien d'une majorité juive en Israël, les réfugiés doivent continuer à languir dans des camps hors des frontières d'Israël jusqu'au jour où un État palestinien pourra les absorber.

Le mouvement du BDS offre une alternative. Il refuse les débats sur des solutions fictives, qu'il s'agisse de deux États ou d'un seul. À ses yeux, le problème fondamental ne porte pas sur le type de dispositif qui doit remplacer le système actuel ; le problème, c'est de forcer Israël à le changer. Les discussions qui opposent les deux États et l'État unique sont byzantines, tant que l'occupation perpétuelle convient mieux à Israël que l'une ou l'autre de ces solutions.

La riposte d'Israël au BDS met longtemps à venir, mais lorsqu'elle se produit elle prend une forme percutante. Yossi Kuperwasser, surnommé Kuper, a mené les actions du gouvernement israélien contre le mouvement du BDS jusqu'en 2014. Il travaille maintenant pour le Jerusalem Center for Public Affairs, groupe de réflexion conservateur dirigé par Dore Gold, ancien ambassadeur israélien à l'ONU et confident de longue date du Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu. Kuperwasser, qui a une coupe de cheveux en brosse plutôt juvénile, une grosse voix et l'habitude israélienne de combler les pauses en grommelant « ehh », est un interlocuteur affable et véhément. Il parle bien l'arabe, de même que sa femme Tsionit (« sioniste » en hébreu), née en Israël de parents juifs irakiens. Kuper était à la tête de la division prestigieuse du renseignement militaire chargée de la recherche au cours de la deuxième intifada, et a été nommé directeur général du ministère des Affaires stratégiques en 2009.

C'est Kuperwasser qui a fait de ce ministère le centre de commandement israélien de ce qu'il appelle la bataille contre le BDS. Il s'engage dans cette tâche juste après la guerre de 2008-2009 contre Gaza, où le décompte des morts s'élève à 13 Israéliens et environ 1400 Palestiniens, ce qui accroît fortement l'activité du BDS. En septembre 2009, la réputation internationale d'Israël se voit infliger un coup sévère par le rapport de l'ONU sur la guerre, rédigé par une mission d'établissement des faits dirigée par Richard Goldstone, éminent juriste sud-africain. Ses conclusions sont les suivantes : Israël et des groupes armés palestiniens ont commis des crimes de guerre, et Israël a mené des « attaques délibérées contre la population civile » dans le but de « semer la terreur ». Le rapport établit également que le blocus persistant de Gaza – « les divers actes qui privent les Palestiniens ... de moyens de subsistance, de travail, de logement et d'eau, qui dénie leur liberté de circulation et leur droit de quitter leur propre pays et d'y entrer » – peut constituer un crime contre l'humanité.

Selon Kuperwasser, le rapport Goldstone a été le premier élément qui a alerté Israël sur la gravité de la menace liée à ce que cet État appelle la « délégitimisation ». Fin 2009, Netanyahu présente la délégitimisation comme une des trois menaces fondamentales contre Israël, aux côtés du programme nucléaire iranien et de la prolifération de roquettes et de missiles à Gaza et au Liban. Depuis lors, il est devenu fréquent d'entendre des politiciens israéliens de haut niveau qualifier le BDS et la délégitimisation de menace « existentielle » ou « stratégique ».

Certains commentateurs israéliens de centre-gauche, tous opposés au BDS, ont pourtant une vision assez cynique de la campagne internationale menée par le gouvernement contre le BDS. Ils pensent qu'elle a pour moteur essentiel la politique intérieure. Ils soulignent que depuis la fondation du BDS, il y a 13 ans, le commerce d'Israël avec le monde extérieur s'est en fait accru ; ses relations diplomatiques avec l'Inde, la Chine, les États africains et même le monde arabe se sont développées. De nombreux commentateurs en vue estiment que le mouvement du BDS et les politiciens israéliens de gauche ou de droite opèrent une symbiose : la gauche israélienne présente comme une menace le « tsunami diplomatique » international que le BDS et la délégitimisation va créer contre Israël ; la droite israélienne profère comme d'habitude des discours alarmistes sur les menaces extérieures pour mobiliser les soutiens à domicile et à l'étranger. Pendant ce temps, le mouvement du BDS met en lumière toutes les déclarations israéliennes excessives pour mieux affirmer son propre succès.

Kuperwasser affirme cependant que la menace représentée par le BDS est bien réelle et qu'il n'est pas judicieux de l'ignorer ou d'y voir un simple désagrément : « Jusqu'en 2010, nous avons essayé d'adopter cette attitude, et les résultats n'ont pas été bons. » Selon lui, il y a un point plus important : il était totalement erroné de mesurer l'impact du BDS sous l'angle du commerce israélien. « La question centrale, ça n'est pas de savoir s'ils vont nous boycotter ou pas », explique Kuperwasser. « La question centrale, c'est de savoir s'ils vont réussir à faire passer dans le débat international l'idée qu'Israël n'a pas de légitimité en tant qu'État juif. »

Plus de 20 % des 8,8 millions de citoyens d'Israël sont palestiniens. Ils sont les survivants ou les descendants de la minorité qui est restée à l'intérieur des frontières d'Israël pendant la guerre de 1948. Haneen Zoabi, 49 ans, citoyenne palestinienne d'Israël originaire de Nazareth, est membre du Parlement israélien, la Knesset, depuis 2009, et soutient fermement le BDS. Au sein de la Knesset, elle est la critique la plus impitoyable d'Israël, dénonçant régulièrement les mesures politiques prises par Israël à l'égard des Palestiniens et accusant Israël d'être un État d'apartheid. YouTube regorge de vidéos où on la voit debout à la tribune, calme, tentant de prendre la parole sous les interruptions et les interjections de parlementaires israéliens déchaînés, dont certains l'apostrophent en hurlant « traître ! » ou « Va à Gaza ! ». Miri Regev, membre de la Knesset et figure en pointe du Likoud, a demandé son expulsion du pays. Haneen Zoabi a fait l'objet d'une enquête pénale pour incitation et elle a été plusieurs fois suspendue de la Knesset, dernièrement en mars, pour avoir qualifié de meurtre l'homicide de Palestiniens par l'armée israélienne.

Certes, Israël autorise des citoyens palestiniens comme Haneen Zoabi à voter et à exercer une fonction

officielle, mais l'État a toujours considéré comme une menace la possession de terres par ses citoyens palestiniens, et il a mis en œuvre des programmes officiels de « judaïsation » des zones arabes, afin de diluer la présence palestinienne. Après la guerre de 1948, il n'est resté que 20 % des Palestiniens vivant antérieurement dans le territoire qui allait devenir Israël, et un quart de ces personnes ont fait l'objet de déplacements à l'intérieur du pays. Israël a imposé à ses citoyens palestiniens jusqu'en 1966 un régime de couvre-feux et de restrictions mis en œuvre par un gouvernement militaire, a confisqué à peu près la moitié de leurs terres et a adopté des lois qui leur interdisent encore aujourd'hui de les récupérer.

Des dizaines de milliers de Palestiniens habitent des villages antérieurs à l'existence d'Israël mais considérés par l'État comme « non reconnus », exposés à des démolitions et à des expulsions forcées et largement ou totalement privés de services de base, y compris l'eau et l'électricité. Comme l'État limite le développement et l'expansion des villes arabes, des citoyens palestiniens ont été forcés de se porter acquéreurs de biens situés dans des localités juives. Mais leurs démarches ont été entravées à de nombreuses reprises. En Israël, des centaines de localités exclusivement juives ont des commissions d'admission légalement autorisées à rejeter les candidats sur des critères de « convenance sociale » qui donnent un prétexte à l'exclusion des non-Juifs. « Nous faisons face, nous les Palestiniens d'Israël, non pas à la discrimination, mais à l'apartheid », déclare Haneen Zoabi. « Israël essaie de dire "Nous sommes le bon Israël qui est contraint de faire de mauvaises choses en Cisjordanie et à Gaza." Regardez donc comment Israël traite ses propres citoyens qui ne jettent pas de pierres ! »

Les politiques d'inégalité menées depuis longtemps par Israël bénéficient d'un appui supplémentaire avec l'adoption de la [« loi fondamentale » de juillet 2018](#) –version israélienne d'une loi constitutionnelle – qui dégrade le statut de la langue arabe, affirme que seuls les Juifs ont droit à l'autodétermination en Israël, et déclare : « L'État considère le développement des colonies juives comme une valeur nationale et agira pour encourager et promouvoir leur création et leur renforcement. »

Selon Haneen Zoabi, l'OLP a renoncé à ses responsabilités envers le peuple palestinien. Après s'être engagée officiellement en faveur de deux États séparés en 1988, dit-elle, « l'OLP, de fait, a concédé à Israël un État juif », doté d'une législation qui consacre l'inégalité entre Juifs et non- Juifs. Elle poursuit en soulignant que, désormais, ce sont surtout les citoyens palestiniens d'Israël qui s'en prennent réellement au sionisme en tant que tel lorsqu'ils affirment que l'État ne peut pas être à la fois démocratique et juif. En résultat, les citoyens palestiniens d'Israël sont aujourd'hui pour Israël « une menace bien plus grande que l'OLP ». Selon elle, « l'OLP a défini notre lutte » – la lutte des citoyens palestiniens pour l'égalité – « comme une question interne à Israël. Ils nous ont abandonnés ! »

Haneen Zoabi critique avec vigueur la direction palestinienne pour le rôle qu'elle joue dans la prolongation de l'occupation. Elle impute à Mahmoud Abbas, qui préside l'OLP et l'Autorité palestinienne, également connu sous le nom d'Abou Mazen, le fait que Donald Trump, président des États-Unis, a décidé de rompre des décennies de choix politiques américains et de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël en décembre dernier. « Trump a fait un calcul », m'a-t-elle expliqué. « Quelle sera la réaction à mon geste ? Israël et les États-Unis ont été unanimes pour lui dire, à juste titre, qu'Abou Mazen ne changerait pas les règles du jeu, ne mettra pas fin à la coopération en matière de sécurité avec Israël, et ne cessera pas le processus d'Oslo. Quel prix aurait- alors à payer Israël ou les États-Unis ? » Haneen Zoabi raconte ceci : lors de voyages à l'étranger, dans des pays comme l'Irlande, l'Allemagne ou les États-Unis, « des responsables officiels m'ont dit : "L'ambassadeur de l'OLP est contre votre position sur le BDS. Qui suis-je censé croire ?" »

Comme l'OLP, Haneen Zoabi critique fermement l'occupation israélienne, mais elle est convaincue que les racines réelles du conflit résident dans le traitement qu'Israël a accordé historiquement aux Palestiniens. « Le problème n'est pas l'occupation, le problème, c'est le projet sioniste », souligne-t-elle. « Israël a une crainte : si les gens ont une attitude ouverte et voient ce qu'Israël fait aux Palestiniens, ce sera fini. Dès que vous dites qu'Israël n'est pas un État normal – que ce n'est pas un État démocratique qui fait quelques

erreurs, but un État anormal, qui agit contre les droits humains – vous fracassez son image d'État libéral, humain, [doté de] l'armée la plus morale du monde. Le BDS fragilise l'image d'Israël. »

En dépit de leurs buts totalement antagoniques, la droite israélienne et les dirigeants du mouvement BDS sont d'accord sur beaucoup de points. Ils sont convaincus que le conflit israélo-palestinien porte foncièrement sur le sionisme et l'exil forcé de la majorité des Palestiniens en 1948, et non sur la conquête par Israël de Gaza, de Jérusalem-Est et du reste de la Cisjordanie en 1967. Ils affirment les uns comme les autres que les colonies ne doivent pas recevoir un traitement différent de celui dévolu au gouvernement qui les a créées. Ils pensent que les revendications des citoyens palestiniens d'Israël portant sur l'égalité et des réfugiés portant sur le retour sont des points litigieux centraux, auxquels les artisans de la paix n'ont pas prêté une attention suffisante dans le passé. Ils estiment que la lutte d'Israël contre le BDS n'a pas un caractère essentiellement économique. À leurs yeux, le mouvement BDS est représentatif des exigences palestiniennes générales, même s'ils reconnaissent que le mouvement ne peut mobiliser de grands nombres et que ses principaux militants ne sont pas des personnalités importantes de la scène politique palestinienne. Et ils pensent les uns comme les autres que le mouvement BDS révélera au monde la véritable nature du conflit.

Le mouvement BDS croit que cette mise en évidence permettra aux gens de comprendre que le sionisme est fondamentalement raciste et doit être rejeté ; mais Kuperwasser, entre autres, est convaincu que ce sont les Palestiniens qui seront démasqués. « Les Palestiniens prennent un très grand risque », ajoute-t-il. « À mon avis, il y a de fortes chances pour que le monde rejette leur schéma conceptuel. Les gens vont dire : "C'est ça que les Palestiniens veulent ?! Nous sommes totalement contre ... Ils sont fous ; ils veulent qu'Israël disparaisse." » Si cela se produit, continue-t-il, les Palestiniens n'auront même pas d'État de Cisjordanie-Gaza, issue qui, pense-t-il, n'est toujours pour l'OLP que la première étape de la libération de toute la Palestine.

Aux yeux de Kuperwasser, le mouvement BDS et la direction palestinienne partagent les mêmes objectifs ; les différences entre eux se réduisent à des questions tactiques. « Abou Mazen comprend mieux que le mouvement BDS qu'il faut être subtil », dit-il. L'acceptation par l'OLP d'une solution à deux États, son engagement à tenir compte des préoccupations démographiques d'Israël, son silence sur les droits des citoyens palestiniens d'Israël – tous ces éléments, selon Kuperwasser, ne sont qu'un subterfuge destiné à obtenir un État de Cisjordanie-Gaza, qui servirait alors de rampe de lancement en vue de la poursuite du combat. « La notion palestinienne de la lutte est tellement enracinée dans leur esprit qu'ils ne parviennent vraiment pas à imaginer pouvoir renoncer à cette lutte afin de réaliser la paix. Je ne peux pas vous dire à combien de Palestiniens j'ai dit "Écoutez, en menant cette lutte, vous en payez le prix beaucoup plus que nous. Nous prospérons. Même si nous payons un prix, nous prospérons". »

La clé pour Israël, affirme-t-il, c'est de gagner les cœurs et les esprits des libéraux et des progressistes centristes à l'étranger, et non des gens qui sont déjà dans un des camps, sionistes ou antisionistes. Ce qui a rendu les choses plus difficiles, selon lui, c'est que certains Israéliens et Juifs sont coupables « d'imprudence et d'abandon intentionnel du champ de bataille » – pas l'extrême-gauche, mais les centristes qui ont adopté naïvement le langage de l'ennemi. Kuperwasser montre du doigt l'ancien Premier Ministre travailliste Ehud Barak, qui a averti à plusieurs reprises qu'Israël était « sur une pente glissante menant à l'apartheid » – mise en garde également lancée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni et les anciens Premiers Ministres Ehud Olmert and Yitzhak Rabin. Pour Kuperwasser, ces déclarations, qui veulent convaincre les Israéliens de faire des concessions territoriales en vue de la paix, ont été avant tout un don à ses ennemis.

Pour le mouvement BDS, l'accusation d'apartheid, devenue centrale après le début de la deuxième intifada en 2000, n'est pas une simple analogie provocatrice avec l'Afrique du Sud, mais une revendication juridique fondée sur la définition de l'apartheid dans les conventions internationales et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale : un crime contre l'humanité « commis dans le cadre d'un régime

institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ».

Le concept d'apartheid est devenu central dans la conception du conflit par le mouvement BDS. Alors que l'Autorité palestinienne cherchait à accentuer son autonomie et des caractéristiques de type étatique, le mouvement BDS a souligné la soumission de l'Autorité palestinienne à Israël. Pour les partisans du modèle des deux États, l'Autorité palestinienne est un projet nationaliste qui visait une indépendance finale, alors que sous l'angle de l'apartheid ce n'est qu'un gouvernorat israélien. Les dirigeants du BDS soulignent la « réalité à un seul État » de facto d'Israël-Palestine – devenue une métaphore commune, même parmi les partisans d'Israël, dont beaucoup sont consternés par la possibilité que le pays soit finalement contraint d'émanciper les Palestiniens vivant sous occupation, et cesser ainsi d'être un État juif.

De plus en plus, parmi tant les amis d'Israël appartenant au centre-gauche que ses ennemis, l'idée d'un État unique n'a plus été un plan pour l'avenir – à rechercher ou à éviter – mais une description précise de la réalité sur le terrain, de plus en plus difficile à démonter. [Les Juifs sont déjà une minorité](#) sur le territoire sous le contrôle d'Israël, qui réglemente les frontières, les exportations et les importations des Palestiniens, les recettes douanières et les permis de voyage et de travail. Légalement, commercialement et administrativement, les populations juives et palestiniennes sont entrelacées.

Plus cette réalité d'un seul État s'est ancrée, plus l'accusation d'apartheid résonne et plus il est difficile d'imaginer la défaire par une division en deux États. Une bataille contre l'occupation pourrait être conclue par un simple retrait militaire, mais une lutte contre l'apartheid ne pourra être gagnée qu'avec la fin de la politique étatique discriminatoire à l'égard des non-Juifs. Dans le cas d'Israël, ceux-ci ne se trouvent pas seulement dans les territoires occupés, mais partout où les Palestiniens entrent en contact avec l'État. En Cisjordanie, les Palestiniens se sont vu refuser le droit de voter pour le gouvernement contrôlant leur vie, privés de liberté de réunion et de mouvement, interdits d'égalité d'accès aux routes, aux ressources et au territoire et emprisonnés indéfiniment sans inculpation. À Gaza, ils ne peuvent pas sortir, entrer, importer, exporter ou même approcher de leurs frontières sans la permission d'Israël ou de son allié, l'Égypte. À Jérusalem, ils sont séparés les uns des autres et entourés de points de contrôle et de murs. En Israël, ils ont été expulsés de leurs terres, empêchés de récupérer leurs maisons expropriées et empêchés de résider dans des localités habitées exclusivement par des Juifs. Dans l'exil, ils sont empêchés de rejoindre leur famille en Israël et en Palestine ou de rentrer chez eux, uniquement parce qu'ils ne sont pas juifs.

Bien que les dirigeants du monde, en public, parlent sans cesse d'une solution à deux États, beaucoup d'entre eux doutent que cela soit encore possible. Ils condamnent régulièrement les colonies (car, contrairement à l'occupation, elles sont illégales), mais ils n'ont rien fait pour inverser leur croissance. Ils ont lancé des appels à la liberté des Palestiniens, mais pas via l'égalité des droits et la citoyenneté dans un seul État – car, entre autres raisons, le droit international interdit à Israël d'annexer un territoire acquis par la force. Ils ont vu Israël subvertir une solution à deux États et prendre des mesures pour priver les Palestiniens de leurs droits. Mais ils n'ont exercé aucune pression réelle sur Israël tant qu'il murmurait l'intention d'accorder un jour aux Palestiniens une forme d'indépendance limitée. Israël a ainsi été autorisé à détenir toute la terre tout en excluant la majorité de ses peuples autochtones, tout comme l'Afrique du Sud a aspiré à le faire. En redéfinissant le conflit comme un cas d'apartheid, les militants du BDS ont trouvé un moyen de sortir de ce piège. La rubrique de l'apartheid pourrait également défaire la plus grande faiblesse des Palestiniens – la fragmentation – en les unissant dans une lutte commune contre un régime unique et discriminatoire.

En janvier, à Gaza, j'ai rencontré Haidar Eid, professeur de littérature à l'université Al-Azhar et cofondateur du mouvement BDS à Gaza. Il est dans la cinquantaine, petit, avec une barbe grise broussailleuse et des cheveux courts bouclés, et a un penchant pour les pulls en tricot à col roulé. Haidar Eid m'a dit qu'il n'avait jamais vu une telle pression sur la population de Gaza. C'était quelques semaines avant que les Gazaouis ne lancent la Grande Marche du Retour, les manifestations hebdomadaires le long

de la barrière de Gaza lors desquelles des tireurs israéliens ont tué plus de 100 manifestants non armés et blessé plusieurs milliers d'autres.

À l'instar de dizaines de milliers d'autres employés du secteur public, Haidar Eid a vu son salaire à l'université réduit de plus de moitié et il cherchait un deuxième emploi. Plus de 40 % des habitants de Gaza, dont la plupart des jeunes, étaient au chômage. Haidar Eid planifie une grande partie de sa vie en fonction de l'ascenseur de son appartement du 10^e étage, car Gaza ne dispose que de six à huit heures d'électricité par jour. L'absence de courant empêche le traitement complet des eaux usées, dont des dizaines de millions de litres sont déversés chaque jour, bruts, dans des étangs fétides et dans la mer.

Comme plus des deux tiers de la population de Gaza, Haidar Eid et sa famille sont des réfugiés d'un village situé dans ce qui est aujourd'hui Israël. Il s'est opposé à l'accord d'Oslo parce qu'il ignorait les réfugiés palestiniens. « Oslo », dit-il, « a réduit le peuple palestinien aux habitants de Cisjordanie et de Gaza ». Mais ce sont les réfugiés qui ont fondé le mouvement national palestinien et qui représentent la majorité des Palestiniens dans le monde. « La question palestinienne se réduit à un point : le droit au retour », affirme-t-il.

Le village de Haidar Eid, Zarnuqa, a été purgé de ses habitants palestiniens puis rasé. Dans tout Israël, les terres des réfugiés restent en grande partie vides ou peu peuplées, de sorte que des chercheurs éminents, tels que l'historien palestinien Salman Abu Sitta, estiment que la plupart pourraient revenir sans déplacement des Israéliens. Haidar Eid remarque qu'une solution à deux États implique d'empêcher la plupart des réfugiés de revenir, Israël refusant tout ce qui pourrait menacer la majorité démographique juive. (Un mythe propagé par certains partisans d'Israël soutient que les Palestiniens sont les seuls à transmettre le statut de réfugié à leurs enfants. Sur cette base, l'administration Trump et ses alliés au Congrès ont cherché à couper l'aide de l'ONU aux millions de réfugiés palestiniens nés après la guerre de 1948. En fait, l'octroi du statut de réfugié aux descendants apatrides est une pratique courante dans le monde. Par exemple, la majorité des réfugiés afghans enregistrés sont de deuxième et troisième génération, nés à l'étranger, comme le sont la plupart de ceux qui sont revenus en Afghanistan ces dernières années.)

Haidar Eid a passé six ans à Johannesburg, où il a obtenu son doctorat, et son anglais a des traces d'accent sud-africain. Il compare Gaza et les camps de réfugiés palestiniens à l'extérieur des frontières d'Israël avec les bantoustans dans lesquels les Sud-Africains noirs étaient confinés sous l'apartheid ; à son avis, une solution à deux États ne mettrait pas fin à l'apartheid, mais plutôt le consoliderait, créant un État de Cisjordanie-Gaza affaibli et discontinu dont la prétention à l'indépendance serait douteuse.

Pour Haidar Eid, la solution à deux États est une proposition essentiellement raciste, car elle vise à préserver une majorité ethnique juive, avec une discrimination confirmée par la loi contre les non-Juifs. Il préfère un État unique, démocratique, non racial et non religieux, qui, selon lui, serait un « compromis énorme de la part des Palestiniens » car cela donnerait « la citoyenneté et le pardon aux colons et aux occupants ». Eid s'est opposé à la menace hypocrite de l'OLP de rechercher un tel résultat, qu'il considère comme une tentative malavisée de faire peur aux Israéliens pour qu'ils acceptent un partage ethnique: « Je veux dire : l'égalité n'est pas effrayante! Si vous êtes contre l'égalité et la justice, vous êtes contre les droits humains. »

Faire confiance aux États pour se comporter moralement est une cause perdue, soutient-il ; il faut que leur propre peuple fasse pression sur eux, d'en bas, par le biais du militantisme BDS de la société civile. Il rappelle qu'il a fallu plus de 30 ans à la communauté internationale pour tenir compte des appels au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre l'apartheid en Afrique du Sud, dont les violentes réactions aux résistances indigènes avaient été un moteur essentiel de la solidarité internationale. Tout

comme les meurtres de manifestants par le régime d'apartheid ont intensifié les boycotts contre l'Afrique du Sud, indique Haidar Eid, « le sang de Gaza a ouvert la voie à la croissance du BDS. Chaque massacre que nous avons à Gaza me convainc davantage que nous avons pour seul espoir la résistance populaire et le BDS. »

Bien que le BDS n'ait pas eu d'impact économique majeur sur Israël jusqu'à présent, comparé à la campagne qui a duré des décennies en Afrique du Sud, son ascension a été plutôt rapide. Des investisseurs institutionnels tels que le fonds de pension néerlandais PGGM et l'Église méthodiste unie se sont retirés des banques israéliennes. L'Église presbytérienne, l'Église unie du Christ et la plus grande caisse de retraite privée de Norvège se sont retirées des sociétés profitant de l'occupation israélienne. Et de grandes entreprises telles que Veolia, Orange, G4S et CRH se sont totalement ou partiellement retirées d'Israël à la suite de campagnes de boycott. Des dizaines d'instances étudiantes et de nombreuses associations universitaires ont approuvé des initiatives de boycott et de désinvestissement. Et de nombreux musiciens et artistes ont annulé des spectacles ou se sont engagés à boycotter le pays.

Non moins important, le mouvement BDS a effectivement convaincu en Palestine. Certes, Abou Mazen a déclaré en 2013 : « Nous ne soutenons pas le boycott d'Israël, [parce que] nous avons des relations avec Israël, nous avons une reconnaissance mutuelle d'Israël », l'OLP soutenant par ailleurs les boycotts visant les colonies ; mais l'OLP, en 2018, a adopté le BDS, au moins dans sa rhétorique. Le mouvement BDS a également incité les organisations internationales à passer lentement des condamnations inefficaces à des appels à des mesures concrètes plus incisives. L'été dernier, Amnesty International a appelé à une interdiction mondiale des produits des colonies et à un embargo militaire envers Israël et les groupes armés palestiniens. Human Rights Watch a appelé les investisseurs institutionnels dans les banques israéliennes à s'assurer qu'ils ne contribuent ni ne bénéficient aux colonies et à d'autres violations du droit international. Et le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies a compilé une liste de plus de 200 entreprises – la majorité basées en Israël ou dans les territoires occupés, 22 basées aux États-Unis – liées à la création, l'expansion ou le maintien des colonies israéliennes. Dans ce qui devrait être le développement le plus important de la campagne BDS, lancée il y a 13 ans, le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies prévoit de publier les noms de ces sociétés plus tard cette année.

Presque tous les désinvestissements venant d'entreprises ou de groupes étudiants ont été sélectifs: ils n'ont pas ciblé Israël dans son ensemble, mais seulement les colonies et l'occupation. Un certain nombre d'entre eux avaient peu à voir avec le mouvement BDS lui-même. Mais tant le gouvernement israélien que le mouvement BDS ont eu tendance à occulter ce fait. Cela a aidé le mouvement BDS à accumuler d'apparentes victoires, et le gouvernement israélien à discréditer les initiatives bureaucratiques modérées visant à adhérer au droit international, en les qualifiant de tentatives démoniaques et déstabilisantes dues aux radicaux du BDS.

Assimiler le boycott des colonies à une opposition à l'existence d'Israël a été un élément central de la politique d'Israël, reflétant le désir non seulement de protéger les colonies, mais aussi d'enrayer la vague de boycotts sélectifs qui pourraient s'étendre à l'ensemble d'Israël. « Nous disons qu'il n'y a pas de différence entre un boycott des colonies et un boycott d'Israël », déclare Yossi Kuperwasser. « Si vous voulez promouvoir le boycott d'Israël, de n'importe quelle partie d'Israël, vous n'êtes pas un ami d'Israël. Vous êtes en fait un ennemi d'Israël. Alors on va s'occuper de vous. »

Le gouvernement a adopté une loi interdisant l'entrée des étrangers qui ont publiquement soutenu un boycott d'Israël « ou d'une zone sous son contrôle ». Son ministre des Affaires stratégiques a demandé que l'on impose des sanctions financières aux organisations israéliennes, aux entreprises et, dans certains cas, aux individus qui préconisent le boycott d'Israël ou des colonies. Après que Hagai El-Ad, chef de l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem, s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU en l'exhortant à s'opposer à l'occupation israélienne, le président de la coalition gouvernementale a demandé que sa citoyenneté soit révoquée et qu'une loi soit adoptée qui appliquerait la même mesure à

tout Israélien appelant les organismes internationaux à agir contre Israël.

Israël et ses alliés ont suivi la même stratégie à l'étranger. En 2014, Benjamin Netanyahu a convoqué une réunion des principaux ministres israéliens pour discuter des mesures anti-BDS possibles, y compris, selon le quotidien israélien Haaretz, « des poursuites judiciaires devant des tribunaux européens et nord-américains contre des organisations [BDS] », « des actions judiciaires contre les institutions financières qui boycottent les colonies », et posant la question « d'activer le lobby pro-israélien aux États-Unis, en particulier l'AIPAC, pour promouvoir des lois au Congrès ». Depuis lors, de grandes banques dans le monde entier ont fermé les comptes de groupes pro-BDS. Dans 24 États des États-Unis, des projets de loi et des arrêtés étouffant la liberté d'expression en décourageant, sanctionnant ou restreignant le soutien au boycott d'Israël ou des colonies ont été adoptés ; l'ACLU les a contestés dans deux États. À la suite de l'ouragan Harvey l'été dernier, la ville de Dickinson, au Texas, a exigé que les résidents désirant des secours [certifient qu'ils ne boycottent et ne boycotteront pas Israël](#), une exigence que le directeur juridique de l'ACLU au Texas a appelé « une violation flagrante du premier amendement, rappelant les serments de loyauté de l'époque de McCarthy ». Un projet de loi fédéral anti-boycott soutenu par l'AIPAC a également rencontré l'opposition de l'ACLU, qui soutient que « les boycotts politiques sont pleinement protégés par le premier amendement », que le boycott soit d'Israël ou des colonies.

Cette assimilation délibérée d'Israël et des colonies n'a pas peu consterné les partisans les plus libéraux d'Israël dans la communauté juive américaine. Pendant des années, ils ont cherché à protéger Israël contre des sanctions, en faisant valoir que seuls les boycotts des colonies sont légitimes. Maintenant, ils se sentent attaqués non seulement par le BDS, à gauche, mais aussi par le gouvernement israélien à droite, tous deux dédaignant la notion de centre-gauche d'une position « pro-israélienne et anti-occupation », et tous deux rejetant la position selon laquelle le vin produit dans les colonies de Cisjordanie devrait être boycotté, mais pas le gouvernement qui a créé, financé et entretenu les colonies.

La stratégie d'Israël a été de forcer les sociétés soumises à des pressions à choisir entre partir et désinvestir : restez sur le territoire contrôlé par Israël et ignorez la campagne de boycott, ou accédez à ses demandes et faites face à des poursuites et à des pertes sur des marchés beaucoup plus importants en Europe et aux États-Unis. . Compte tenu de ce choix, a déclaré Kuperwasser, la plupart des entreprises seraient très réticentes à se retirer d'Israël ou des colonies : « Mais si cela devait arriver, il y aura plus de lois dans le monde qui vont faire souffrir ces sociétés. Nous pouvons riposter et trouver une réponse. »

Le ministère des Affaires stratégiques a externalisé une grande partie de ses activités anti-BDS dans des pays étrangers, aidant à créer et à financer des groupes de façade et des organisations partenaires afin de minimiser l'ingérence israélienne dans la politique intérieure de ses alliés en Europe et aux États-Unis. Kuper déclare que les groupes anti-BDS « poussent maintenant comme les champignons après la pluie ». Avec un certain nombre d'anciens responsables du renseignement et de la sécurité, il est membre de l'un d'entre eux, Kella Shlomo, décrit comme un « commando de relations publiques » qui coopérera avec le ministère des Affaires stratégiques et en recevra des dizaines de millions de dollars. En 2016, l'ambassade d'Israël à Londres a envoyé un câble à Jérusalem pour se plaindre du fait que le ministère des Affaires stratégiques mettait en danger les organisations juives britanniques, pour la plupart enregistrées comme organisations caritatives et interdites d'activités politiques : « “gérer” les organisations juives directement de Jérusalem... peut être dangereux » et « pourrait rencontrer l'opposition des organisations elles-mêmes, compte tenu de leur statut juridique; la Grande-Bretagne n'est pas les États-Unis! ». L'an dernier, Al-Jazeera a diffusé des enregistrements secrets d'un responsable israélien travaillant à l'ambassade de Londres, qui disait avoir reçu une demande du ministère des Affaires stratégiques [afin qu'il aide à créer au Royaume-Uni une « compagnie privée »](#) qui travaillerait pour le gouvernement israélien et en liaison avec des groupes pro-israéliens comme l'AIPAC.

Pour les libéraux israéliens, la menace la plus grave de la part du BDS est qu'il a conduit leur gouvernement à une réaction si imprudente et excessive qu'elle ressemble à une sorte de maladie auto-

immune, dans laquelle la lutte contre le BDS porte également atteinte aux droits des simples citoyens et des organes de la démocratie. Le ministère israélien des Affaires stratégiques a utilisé les services de renseignement pour surveiller et attaquer les délégitimeurs d'Israël. Il a appelé à établir une liste noire des organisations israéliennes et des citoyens qui soutiennent la campagne de boycott non violente, a créé une « unité de ternissure » pour entacher la réputation des partisans du boycott et a publié des articles payés dans la presse israélienne. Des Juifs israéliens de gauche ont été convoqués pour interrogatoire ou arrêtés à la frontière par des agents du Shin Bet, l'agence de sécurité intérieure d'Israël, qui se sont présentés comme des agents travaillant contre la délégitimation. Israël a interdit l'entrée à 20 organisations pour leurs opinions politiques, notamment l'American Friends Service Committee, un groupe quaker qui a remporté un prix Nobel de la paix pour son aide aux réfugiés du génocide des Juifs en Europe et qui soutient désormais l'autodétermination des Israéliens et des Palestiniens tout en approuvant le BDS.

L'an dernier, le ministre israélien du Renseignement, Yisrael Katz, a appelé publiquement à des « assassinats civils ciblés » de militants tels que le co-fondateur du BDS, Omar Barghouti, résident permanent en Israël. Omar Barghouti a également été menacé par le ministre israélien de la Sécurité publique et des Affaires stratégiques: « Bientôt, tout militant qui usera de son influence pour délégitimer le seul État juif du monde saura qu'il en paiera le prix ... Nous aurons bientôt d'autres nouvelles de notre ami Barghouti. » Peu après, Barghouti a été empêché de quitter le pays, et l'an dernier, les autorités israéliennes ont fouillé son domicile et l'ont arrêté pour fraude fiscale.

L'outil peut-être le plus puissant d'Israël dans la campagne contre la délégitimation a été d'accuser d'antisémitisme celles et ceux qui critiquaient le pays. Cela nécessitait de changer les définitions officielles du terme. Cet effort a débuté au cours des dernières années de la deuxième intifada, en 2003 et 2004, alors que les appels antérieurs au boycott et au désinvestissement d'Israël gagnaient du terrain. À cette époque, un groupe d'instituts et d'experts, dont Dina Porat, une universitaire de Tel-Aviv, membre de la délégation du ministère israélien des Affaires étrangères à Durban (Afrique du Sud) en 2001, lors de la conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, proposa une nouvelle définition de l'antisémitisme qui assimilerait les critiques d'Israël à la haine des Juifs.

Ces experts et institutions, travaillant avec l'American Jewish Committee et d'autres groupes de défense d'Israël, ont formulé une nouvelle « définition de travail » de l'antisémitisme, comprenant une liste d'exemples, publiée en 2005 (puis écartée) par un organisme de l'UE combattant le racisme. Cette définition de travail a été adaptée en 2016 par l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) et a été utilisée, approuvée ou recommandée, avec quelques modifications mineures, par un certain nombre d'autres organisations, dont le Département d'État américain, qui depuis 2008 a formulé une définition de l'antisémitisme incluant trois catégories de critiques d'Israël connues sous le nom des « trois D » : la délégitimation d'Israël, la diabolisation d'Israël et l'application à Israël de deux poids, deux mesures. (Plus récemment, la définition de travail de l'IHRA a été au centre d'une controverse sur l'antisémitisme au sein du parti travailliste [d'Israël], qui a adopté une version modifiée des exemples accompagnant la définition.)

Selon la définition du département d'État, la délégitimation comprend « le déni du droit des Juifs à l'autodétermination et le refus d'accorder à Israël le droit d'exister ». Ainsi, l'antisionisme – y compris l'idée qu'Israël devrait être un État de tous ses citoyens, avec des droits égaux pour les Juifs et les non-Juifs – est une forme de délégitimation et donc d'antisémitisme. Selon cette définition, pratiquement tous les Palestiniens (et une grande partie des Juifs ultra-orthodoxes d'Israël, qui s'opposent au sionisme pour des raisons religieuses) sont coupables d'antisémitisme parce qu'ils veulent que les Juifs et les Palestiniens continuent à vivre en Palestine, mais pas dans un État juif. Kuperwasser, pour sa part, soutient cette accusation: « L'antisionisme et l'antisémitisme sont la même femme dans un manteau différent. »

Le deuxième D, la diabolisation, comprend « établir des comparaisons entre la politique israélienne actuelle et celle des Nazis » – comme le chef d'état-major adjoint de l'armée israélienne l'a fait en 2016 lors de son discours pour une journée de commémoration du Génocide, assimilant les « [tendances](#)

[révoltantes](#) » en Europe et en Allemagne dans les années 1930 et 1940 aux tendances visibles en Israël aujourd'hui. Le dernier des trois D, appliquer deux poids deux mesures, considère que le fait de critiquer spécifiquement Israël est « le nouvel antisémitisme ». Pourtant, presque toutes les initiatives antérieures de désinvestissement et de boycott dans le monde entier pourraient être accusées de cette application de deux poids, deux mesures, y compris la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, dont la plupart des partisans ne tenaient pas compte de transgressions plus graves commises ailleurs, comme les génocides survenus à cette époque au Cambodge, au Kurdistan irakien et au Timor oriental.

La nouvelle définition de l'antisémitisme a été fréquemment déployée contre les critiques d'Israël aux États-Unis, en particulier sur les campus universitaires. Les groupes de défense d'Israël ont exhorté plusieurs universités à adopter la définition du Département d'État. À la Northeastern University de Boston et à l'Université de Toledo, dans l'Ohio, des étudiants et des groupes de défense pro-israéliens ont tenté de contrecarrer même les débats sur le boycott et le désinvestissement, arguant que cela créerait un climat antisémite sur le campus. Le corps législatif californien a adopté en 2012 une résolution visant à réglementer les prises de parole sur les campus de Californie ; elle citait des exemples d'antisémitisme qui incluaient non seulement la délégitimation et la diabolisation d'Israël, mais aussi « des campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions contre Israël parrainées par des étudiants et des professeurs ».

En 2015, un site anonyme sur l'internet, Canary Mission, a commencé à publier des listes d'étudiants pro-palestiniens qui soutiennent le désinvestissement, les accusant souvent d'antisémitisme ; le gouvernement israélien a utilisé des profils fournis par Canary Mission pour interroger des citoyens américains favorables au BDS et leur refuser l'entrée. Sur plusieurs campus, des groupes pro-israéliens ont tenté d'intimider des étudiants et des professeurs pro-palestiniens en affichant des noms issus de Canary Mission : « Les étudiants et les professeurs suivants... se sont alliés aux terroristes palestiniens pour perpétrer sur ce campus le BDS et la haine des Juifs. »

Kuperwasser ne prend pas de distance quant aux excès visibles de la campagne anti-BDS menée par Israël sur place et à l'étranger. Il est convaincu qu'Israël adopte la bonne approche et réussira, comme il l'a fait contre les attaques passées : « Nous avons gagné la guerre sur le champ de bataille conventionnel. Au départ, nos chances étaient très faibles. Nous avons gagné la guerre contre le terrorisme. Encore une fois, ce n'était pas facile. Je me souviens quand nous nous avons livré la grande bataille – la deuxième intifada – et que de nombreux généraux du monde entier me disaient : “Écoutez, Kuper, vous perdez votre temps : personne n'a jamais gagné une guerre contre le terrorisme”, mentionnant le Vietnam et d'autres cas. Et j'ai rétorqué : “Non, nous gagnerons aussi cette guerre. Nous sommes innovants et déterminés. Et contrairement à beaucoup d'autres batailles, nous n'avons pas de deuxième option, de solution de rechange. Nous devons gagner.” C'est encore valable maintenant. Nous allons gagner. »

Pour les sionistes juifs de la diaspora, que leur soutien à Israël soit critique ou inébranlable, les exigences du mouvement BDS sont invraisemblables. La plupart estimeront tragique que 80 % des Palestiniens vivant dans ce qui deviendrait les frontières d'Israël aient été forcés de s'exiler pendant la guerre de 1948, mais la leçon du Génocide, c'est que les Juifs doivent avoir leur propre État, point final. Ils soutiennent le droit des réfugiés palestiniens à revenir dans l'État de Palestine, pas en Israël. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles ils sont si troublés à l'idée qu'il n'y aura jamais d'État de Cisjordanie-Gaza : peu de gens contestent que les réfugiés aient le droit de rentrer dans leur pays – c'est après tout l'idée fondatrice du sionisme.- mais sans État palestinien, il n'y a pas de bonne réponse libérale concernant l'endroit où les Palestiniens devraient revenir.

Parce que le mouvement BDS s'oppose à un État où la discrimination à l'égard des non-Juifs est consacrée par la loi et rejetée par conséquent l'idée d'un État juif, de nombreux juifs de la diaspora considèrent la menace qu'elle pose comme existentielle. Grâce en grande partie au mouvement BDS, le débat israélo-palestinien se transforme, cessant de porter sur les moyens de mettre fin à l'occupation israélienne, que la

plupart des juifs libéraux ne soutiennent pas, pour devenir un référendum sur la légitimité d'Israël, qu'ils considèrent comme un fait établi qu'ils ne devraient pas avoir à défendre.

Sous cette opposition de principe, il y a aussi des craintes plus viscérales. L'une des principales appréhensions des sionistes libéraux à propos du mouvement BDS est ce qu'ils considèrent comme son ton strident et ses positions intransigeantes. La rabbin Jill Jacobs, chef de T'ruah, une organisation rabbinique de défense des droits humains active à la fois en Israël et aux États-Unis, déclare qu'elle « oscille entre groupes progressistes pour lesquels “sionisme” est un gros mot et groupes pro-israéliens pour lesquels “occupation” est un gros mot ». Elle se sent, dit-elle, repoussée par l'hostilité du mouvement BDS, qui, à certains moments, lui semble franchement jubiler en mettant au jour les méfaits d'Israël. « BDS réactive 2000 ans de traumatisme juif et 70 ans de traumatisme post-Génocide », affirme-t-elle. David Shulman, spécialiste renommé de l'Inde, professeur à l'Université hébraïque et militant de Ta'ayush (« coexistence »), un groupe israélo-palestinien de gauche qui protège les Palestiniens des attaques des colons israéliens, déclare que son plus gros problème avec BDS était sa « tonalité virulente ». « Je crois savoir que c'est un mouvement hétérogène. Mais trop de choses y sont basées sur la haine, c'est un socle terrible pour l'action politique. »

De nombreux sionistes libéraux reculent non seulement devant la véhémence de certains militants du BDS, mais aussi en raison de leur amalgame occasionnel entre Israël et le peuple juif, qu'ils ressentent comme un antisémitisme. Simone Zimmerman, cofondatrice du groupe anti-occupation juif américain IfNotNow, souligne qu'à son avis, le gouvernement israélien est passible de la même accusation : « Bibi Netanyahu fait le tour du monde en disant : « Je suis ici pour représenter le peuple juif et Tsahal fait ce qu'il fait au nom de tous les Juifs du monde. » Et l'American Jewish Committee et l'AIPAC proclament : “nous faisons ce que nous faisons pour protéger les Juifs”. J'ai du mal à faire valoir que ceux qui nous critiquent devraient être plus nuancés que nous-mêmes. »

Aux États-Unis et en Europe, les Juifs libéraux se sentent tout autant rejetés par le mouvement antisioniste BDS que par les partisans intolérants des politiques israéliennes qu'ils déplorent. L'automne dernier, la Zionist Organization of America, de droite, a fêté Steve Bannon, l'ancien conseiller de Trump, dont l'ex-femme, dans une déclaration sous serment, a rappelé qu'il avait regretté la présence de trop de Juifs dans l'école de leurs filles. Bannon s'est proclamé « sioniste chrétien ». Le leader d'extrême-droite Richard Spencer, organisateur du rassemblement Unite the Right à Charlottesville, en Virginie, où les suprémacistes blancs avaient scandé « les Juifs ne nous remplaceront pas », s'est également identifié comme une sorte de sioniste inspiré par l'exemple qu'offre Israël d'un État ethnique d'exclusion. L'année dernière, il a déclaré à un intervieweur de la télévision israélienne : « Vous pourriez dire que je suis un sioniste blanc dans le sens où je me soucie de mon peuple. Je veux que nous ayons une patrie sûre pour nous-mêmes, tout comme vous voulez une patrie sûre en Israël. »

L'alliance entre les alliés d'Israël et les ultranationalistes en Europe et aux États-Unis est devenue un thème central des messages de la campagne BDS. À cet égard, l'ère Trump a été bénéfique pour le mouvement. Il en va de même pour le gouvernement Netanyahu, dont les attaques contre BDS ont été parmi les plus grands moteurs de publicité et de recrutement pour la campagne.

Jill Jacobs souligne qu'il est devenu de plus en plus difficile d'être pro-israélien et anti-occupation dans des cercles progressistes. « A gauche, l'appui au BDS est un test décisif : soit vous le soutenez, soit vous n'avez pas votre place ». Pour les progressistes, les groupes pro-israéliens de centre-gauche sont de plus en plus considérés comme une sorte d'AIPAC allégé, soutenant verbalement deux États tout en protégeant pratiquement Israël de toute pression pouvant conduire à mettre fin à une occupation très confortable.

J'ai parlé avec Sharon Brous, rabbin progressiste bien connue aux États-Unis. Elle s'exprime ainsi : « Je ne soutiens pas BDS, mais je pense que nous ne l'avons pas traité correctement. Le boycott est un outil que nous utilisons souvent dans la communauté juive. Il est non violent. » Les progressistes américains ont

préconisé plusieurs boycotts nationaux au cours des dernières années – dont un contre l'État de Caroline du Nord, à propos d'une loi anti-LGBT controversée. Mouin Rabbani, un membre éminent de l'Institut d'études palestiniennes qui ne participe pas au mouvement BDS, m'a dit : « Depuis des années, nous entendons Israël et ses partisans demander : “Où est le Gandhi palestinien ?” Et face à une campagne de boycott palestinienne totalement non violente, ils disent qu'ils ne peuvent pas la soutenir. »

Simone Zimmerman, cofondatrice d'IfNotNow, ajoute : « Si vous demandez à un Juif américain croisé par hasard dans la rue “Pensez-vous que les membres d'une société donnée ne doivent pas exercer de discrimination sur la base de l'origine ethnique, et que tous devraient avoir accès aux droits fondamentaux dont vous vous souciez en Amérique ?”, cette personne dira probablement oui. Et si on aborde Israël, elle dira : “L'égalité pour tous? Vous essayez d'effacer Israël de la carte! ” »

Un samedi après-midi à Jaffa, j'ai rencontré Kobi Snitz, un mathématicien qui travaille à l'Institut des sciences Weizmann à Rehovot et appartient à Boycott from Within, un groupe d'Israéliens pro-BDS, dont la plupart sont juifs. Kobi Snitz est un militant chevronné qui participe aux manifestations de Cisjordanie avec des Palestiniens depuis la deuxième intifada. Il a été arrêté à maintes reprises et a passé de nombreuses années à protester aux côtés de la famille d'Ahed Tamimi, devenue un symbole de la résistance palestinienne non armée après son arrestation en décembre dernier pour avoir, à 16 ans, giflé des soldats israéliens entrés chez elle peu après avoir tiré à bout portant dans la tête de son cousin, âgé de 15 ans. Selon Kobi Snitz, les manifestations qu'il a rejointes à Nabi Saleh, village de Tamimi, ont diminué au fil des ans, tout comme la résistance non violente en Cisjordanie plus généralement. « C'est incroyable que cela ait duré aussi longtemps », souligne-t-il. « Quatre personnes sont mortes à Nabi Saleh, des centaines ont été blessées et environ un tiers du village a été arrêté ou emprisonné. Il est extraordinaire qu'un village de 500 personnes résiste seul de cette façon si longtemps. Mais, oui, la résistance finit par s'éteindre et se réduire. L'oppression fonctionne. La terreur fonctionne. »

Kobi Snitz m'a emmené dans une vieille berline cabossée déjeuner de lentilles soudanaises à Neve Sha'anani, le quartier pauvre du sud de Tel Aviv qui abrite de nombreux demandeurs d'asile africains. Nous étions les seuls non-Africains dans le restaurant ou dans la rue. À la base, m'a-t-il expliqué, le boycott est une tactique pacifique pour résister à une répression immorale ; selon lui, le refus de coopérer avec une injustice flagrante est le minimum que l'on peut attendre d'une personne de conscience. En repartant vers Jaffa, comme nous passions devant une prison dans laquelle Kobi Snitz a été détenu, il a cité approximativement des propos du co-fondateur de BDS, Omar Barghouti. « Omar disait : “Tu comprends, je ne veux pas que l'Occident vienne nous sauver. Je ne demande pas que l'Occident vienne envahir Israël. Je lui demande juste d'arrêter de soutenir notre oppression.” » Snitz a ajouté : « Il est vrai que ce conflit n'a rien de particulier en ce qui concerne la gravité des violations. Ce qui est particulier, c'est le degré du soutien actif que leur apporte l'Occident libéral. »

Traduction : SM et JPB pour Agence Media Palestine

Source: [The Guardian](#)